

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Rose Christiane Ossouka Raponda députée

**BAPTÊME** de feu réussi pour Rose Christiane Ossouka Raponda, portée à la tête du gouvernement le 16 juillet dernier. Conformément aux dispositions de l'article 28a de la Constitution, elle a obtenu, hier, la confiance des élus du peuple.

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

Le "grand oral", tant attendu de Rose Christiane Ossouka Raponda, première femme cheffe du gouvernement, s'est déroulé hier. Face aux représentants du peuple, la nouvelle patronne de l'administration a décliné les actions à venir de son équipe gouvernementale. Non sans souligner le contexte particulier (lié au nouveau coronavirus) dans lequel son gouvernement a été formé. En dépit du fait que le Gabon enregistre une tendance baissière de la pandémie, le gouvernement ne compte pas pour autant dormir sur ses lauriers. "(...) Aussi, l'action du gouvernement sera-t-elle de maintenir une surveillance active de la pandémie, d'encourager les opérations de dépistage volontaire, de prendre en charge les cas positifs, de protéger les personnels soignants", a-t-elle promis.

Ainsi, la nouvelle équipe gouvernementale compte-t-elle renforcer le système sanitaire via un programme d'investissement allant de 2020 à 2022. "Ce programme a pour but de transformer le visage des Centres hospitaliers régionaux, des hôpitaux départementaux, des centres médicaux, des centres de santé et des dispensaires", a-t-elle précisé. Une réforme du système sanitaire, selon elle, qui passe également par "la formation des personnels de santé". La relance de l'économie constitue une autre priorité du gouvernement Ossouka Raponda. Après un tableau peu reluisant de la situation économique dressé par la cheffe du gouvernement, elle compte inverser la tendance. "Pour cela, il nous faut accélérer l'exécution

des projets en partenariat public-privé, rendre lisible l'action de l'État en matière d'investissement public, poursuivre l'exécution des projets d'investissements en cours et restaurer la confiance des investisseurs en améliorant l'environnement des affaires", a-t-elle déclaré. Un axe qui, d'après elle, permettra de créer de l'emploi et donc de la richesse.

Consciente que le développement passe indubitablement par le réseau routier, elle n'a pas manqué de signifier aux députés que "la route demeure une préoccupation, de premier plan, pour les pouvoirs publics". Allusion faite à la "Transgabonaise" devant relier cinq provinces du pays.

Et comme il ne saurait y avoir de route sans électricité, elle a annoncé un projet d'électrification. "Aussi, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale en vue de résorber les disparités d'accès aux services d'électricité entre le milieu urbain et la zone rurale va s'intensifier", a-t-elle indiqué. Avant d'ajouter: "L'accès à une eau potable pour tous, aussi bien en milieu urbain qu'en zone rurale, est une question vitale pour laquelle mon gouvernement continuera à œuvrer pour chercher des solutions durables".

Un autre chantier majeur réside dans l'investissement qui, soutient-elle, est "avant tout une question de confiance". "Le rétablissement de cette confiance passe par l'intensification du dialogue public-privé et l'accélération des réformes qui permettront d'améliorer notre classement au palmarès Doing Business", a-t-elle poursuivi. Le secteur de l'éducation n'a pas été occulté. Pour ce faire, "il s'agira d'améliorer avant tout les conditions d'accueil des

élèves des niveaux primaire et secondaire afin d'en réduire le nombre par classe. (...) Au niveau supérieur, l'accent sera également mis sur la construction de nouvelles infrastructures au sein des trois grandes universités, pour améliorer les capacités d'accueil...".

Revenant sur certaines déviances, la Première ministre a prévenu: "l'exécution du budget en dépenses, la pratique du paiement par journée-comptable entière sera de mise. En outre, les actions de contrôle seront multipliées."

Une justice plus équitable constitue également un leitmotiv pour Rose Christiane Ossouka Raponda. "La promotion d'une justice qui consolide l'État de droit, renforce les droits de l'Homme et la promotion de l'équité, tout en garantissant un règlement juste des différends dans le monde des affaires est l'un des objectifs qui sera poursuivi", assure-t-elle.



Photo : Sylvain Maganga

La cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, présente



© D. Maixant MOUSSA/OU

### VOTE DES DÉPUTÉS

INSCRITS :	141	
VOTANTS :	137	
POUR :	124	soit 90,51% de suffrages exprimés
ABSTENTION :	0	
CONTRE :	13	soit 9,49% de suffrages exprimés

# Raponda obtient la confiance des

## Entre confiance et scepticisme

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

LA Déclaration de politique générale présentée, hier, par Rose-Christiane Ossouka Raponda devant la Représentation nationale a emporté l'adhésion d'un certain nombre de groupes parlementaires. Pendant que les autres exprimaient leur scepticisme. Comme il fallait s'y attendre, le groupe parlementaire du Parti démocratique gabonais (PDG), représenté par son président Martin Mabala Ma-Mboulou, a, naturellement, accordé sa confiance au chef de l'administration gabonaise. Un vote massif et franc soutenu par les partis alliés du PDG. Notamment le Rassemblement pour la restauration des valeurs (RV) qui, par la voix de son porte-parole, a relevé quelques manquements, avant d'inviter l'Exécutif à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs fixés. De son côté, Albertine Maganga Moussavou, représentante des Forces démocratiques et républicaines (FDR), s'est montrée



Photo: Sylvain Maganga

critique de l'action gouvernementale, qu'elle a jugée insuffisante. "On peut vous accorder la confiance, mais c'est avec la peur au ventre. En tant que femme, on va vous soutenir. Mais, ne nous faites pas honte. Ce qu'on exige des femmes est souvent supérieur à ce qu'on attend des hommes", a-t-elle indiqué. Quant aux représentants des "Démocrates" et des "Non-inscrits", deux groupes parlementaires de l'opposition, ils ont exprimé d'emblée leur "non". Comme leurs prédécesseurs, ils ont dressé un bilan négatif de l'action gou-

vernementale. Séraphin Davin Akoure et Jean-Robert Goulougana, représentants de ces deux groupes, se sont, par contre, accordés sur un certain nombre de sujets sur lesquels le Premier ministre devra s'atteler. Entre autres, le chômage des jeunes, la libération des prisonniers d'opinion, etc. Avant de s'interroger sur les moyens des ambitions de Rose Christiane Ossouka Raponda: "Avez-vous les moyens de votre politique? Car, un programme politique s'appuie sur les moyens", a estimé Séraphin Davin Akoure.



...ésentant son programme de politique générale.

## Place à l'action

J.KOMBILE.MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

EN obtenant, hier, à une très large majorité, le vote de confiance des députés, l'on peut raisonnablement avancer que la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda a désormais toutes les cartes en mains pour mener à bien la mission à elle confiée par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Politiquement, rien ne devrait donc l'empêcher de matérialiser l'ambitieux programme de politique générale qu'elle a décliné à la face des Gabonaises et Gabonais en proie à une crise économique sans précédent

accentuée par la pandémie de coronavirus. Les compatriotes sont particulièrement impatients de voir la première femme nommée à la tête d'un gouvernement matérialiser leurs attentes en matière de santé, de lutte contre le chômage, de l'insécurité, de l'amélioration de leurs conditions d'accès à l'eau et à l'électricité, etc. Et in

fine, d'apprécier son savoir-faire sur le terrain de la relance de l'économie. C'est dire qu'au-delà de la feuille de route qu'elle a énoncée, les populations attendent véritablement de Rose Christiane Ossouka Raponda et de l'ensemble des membres de son équipe, des actes concrets et palpables. À leurs yeux, rien ne lui vaudra de bénéficier de la grâce que la satisfaction de leurs nombreuses préoccupations. La cheffe du gouvernement est donc vivement attendue sur ce chantier. Elle se trouve au pied du mur. À elle de redonner un sens à l'action gouvernementale, en se démarquant de ses prédécesseurs.



Photo: Sylvain Maganga